



---

Depuis le printemps, de nombreuses luttes pour l'augmentation des salaires, pour l'emploi ont vu le jour avec à la clé des augmentations de salaires.

A l'heure actuelle, ce sont les salariés des raffineries, de l'énergie, du commerce, de l'aéronautique, de Pôle Emploi, des lycées professionnels qui sont dans l'action, par la grève, pour obtenir des augmentations de salaires afin de faire face à l'explosion du coût de la vie. (Inflation +8%). Ces mouvements forts et qui se multiplient, portent aussi l'exigence d'une meilleure répartition et utilisation des richesses créées par le travail. Pour exemple, TOTAL Énergie : le patron s'est augmenté de 50% l'an dernier passant ainsi à 500 000 euros par mois ! Les actionnaires ont perçu 2,6 milliards de dividendes en septembre alors que les revendications posées par les organisations syndicales représentent 150 millions d'euro.

Les Unions Régionales apportent leur soutien plein et entier aux travailleurs des raffineries et aux entreprises et secteurs en lutte. Elles soutiennent les mobilisations dans les différents secteurs de la fonction publique pour une réelle revalorisation du point d'indice des fonctionnaires et pour l'embauche de personnels titulaires permettant des services rendus aux usagers à la hauteur des besoins de notre époque, dans la santé et l'éducation notamment.

Nous dénonçons avec force, les réquisitions décidées par le gouvernement qui sont une véritable atteinte au droit constitutionnel de grève (Réquisitions qui ont d'ailleurs été condamnées par l'OIT lors des grèves de 2010). L'urgence c'est d'imposer l'ouverture des négociations afin que les revendications des salariés soient entendues et satisfaites par le patronat.

La seule responsabilité est du côté des gouvernements successifs qui ont privatisé et privatisent des pans entiers de secteurs stratégiques de notre économie, provoquant dépendance, spéculation et hausses des prix et du patronat qui refuse de répondre aux légitimes revendications des salarié.e.s.

En cette rentrée, l'inflation record accroît une précarité déjà dramatique chez les jeunes, qui touche les étudiant.e.s, les jeunes travailleurs, les jeunes sans formation ni emploi comme les lycéen.ne.s. Trop d'entre eux ont du mal à se loger et se nourrir tandis que les inégalités sociales s'aggravent. Alors qu'une réforme des bourses a été annoncée par le gouvernement, celle-ci ne doit en aucun précariser davantage les étudiant.e.s, mais permettre leur véritable mise en protection sociale et leur autonomie financière.

Nous réaffirmons que ce sont les salaires qu'il faut augmenter et non l'âge de départ en retraite. Nous refusons le recul de l'âge légal de départ ou l'augmentation du nombre de trimestre ainsi que toute remise en cause du système par répartition et des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires.

Conscientes que c'est dans l'unité la plus large que nous devons mener l'action, les Unions Régionales ont pris la décision de convoquer une intersyndicale régionale élargie à l'ensemble des organisations signataires du communiqué intersyndical national du 4 octobre.

Dans ce même mouvement nous appelons les salarié.e.s à se réunir, dès maintenant, en assemblées générales dans les entreprises et services avec leurs syndicats en créant les conditions de l'unité la plus large afin de débattre des moyens d'actions nécessaires pour s'opposer aux projets gouvernementaux de réforme des retraites, de casse de l'assurance chômage, pour la défense des services publics et pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux, y compris par la grève comme c'est le cas aujourd'hui dans les raffineries.

Paris, le 12 octobre 2022